

1998 - 313



MEMOIRE DE STRATEGIE

**LA MISAB DANS LA CRISE CENTRAFRICAINE
PERSPECTIVES SECURITAIRES REGIONALES**

CBA GBAKELA

au Collège Interarmées de Défense

5° Promotion 1997-1998

Groupe A6

INFANTERIE (SAPEUR-POMPIER)

CENTRAFRIQUE

INTRODUCTION

A partir de décembre 1977, la République Centrafricaine frayait un chemin vers la décadence économique due au couronnement très coûteux de Jean Bédel Bokassa qui s'était proclamé empereur de Centrafrique. Cette ancienne colonie française était, avant l'arrivée au pouvoir du défunt monarque, un petit pays sans relief particulier, d'autant moins susceptible de capter l'attention du monde extérieur que ni sa taille démographique, ni ses richesses connues, ni son rôle en Afrique, n'en faisaient un enjeu stratégique, comme pouvait l'être son grand voisin du sud, l'ex-Zaïre redevenu la République démocratique du Congo. C'est un des Etats les plus enclavés du continent. Le port de Douala, le moins difficilement accessible, se trouve au Cameroun à 1500 km; et la voie transéquatoriale vers Pointe noire, via le Congo, est devenue peu praticable, et la dernière guerre civile qui a ébranlé le Congo a coupé la Centrafrique du port de Pointe noire. Mais sa position centrale lui confère un intérêt stratégique pour la France qui y entretient à Bangui et à Bouar deux de ses principales bases militaires africaines utilisées notamment pour des projections sur tout le continent africain. De nos jours, compte tenu de la professionnalisation des armées, liée à la réforme de la défense par le président de la République, la France est entrain de fermer ces bases; ce qui constitue un manque à gagner de plus de 30 millions de dollars par an (180 millions de francs) pour la Centrafrique, selon les estimations portant sur la contribution de la présence française à l'économie du pays.

De 1966 à 1979 Jean Bédel Bokassa, président puis empereur, a défrayé la chronique par ses fougades et ses excentricités qui ont paralysé un pays ne disposant que de faibles ressources. Les années de règne impérial virent une dégradation des conditions de vie de la population d'où naît l'agitation qui se développa dans la capitale Bangui, et culmina en août 1979 avec la révolte scolaire à la suite de laquelle des centaines d'élèves furent capturés et conduits en prison d'où certains d'entre eux devaient succomber.

En 1993, pour la première fois dans l'histoire de la RCA, des élections pluralistes ont lieu et un président de la république est élu démocratiquement. Une ère nouvelle s'ouvre. Mais, dès le début de l'année suivante, alors que la RCA commence à peine à se remettre de la longue crise économique qui avait caractérisé la fin du précédent régime, intervient la dévaluation du franc CFA. Nullement préparée, l'économie centrafricaine ne peut tirer parti des mesures d'accompagnement qui devaient amortir le choc. Les conditions de vie des citoyens s'en trouvent profondément affectées et le fardeau de la dette extérieure, dont le montant a doublé suite à la dévaluation, met en mal les finances publiques. Fin 1995, le gouvernement, qui se débattait avec les arriérés de salaires légués par ses prédécesseurs, en cumule à son tour. Il ignore les échéances dues au Fonds monétaire international (FMI) mais il ne peut payer les traitements des fonctionnaires durant tout le premier trimestre 1996.

Il ya certes la crise internationale généralisée qui se traduit par un manque à gagner énorme sur les principaux produits d'exportation tels que: le café, le coton et le tabac dont la baisse tendancielle des cours est remarquable depuis des années. Mais, il ya les causes internes qui sont la traduction d'une absence de politique cohérente de développement pouvant motiver durablement les opérateurs économiques. La désorganisation de l'administration et la démotivation des agents de l'Etat liée à une pratique tribaliste à outrance. La fraude généralisée ayant entraîné la désagrégation du secteur formel fiscalisé, amputant ainsi l'Etat des recettes pouvant lui permettre de couvrir ses dépenses de fonctionnement en particulier, ses dépenses de souveraineté telles que les salaires, les bourses, les pensions, l'entretien des ambassades, etc...

Les conséquences de cette situation se résument en quelques mots:

- mévente des récoltes chez le paysan, accentuant ainsi la paupérisation;
- non paiement des salaires entraînant des grèves successives qui bloquent l'appareil de l'Etat;
- Succession d'années blanches pénalisant la jeunesse, à qui on a volontairement tourné le dos;
- mise en veilleuse des hôpitaux et autres centres de soins démunis de tous moyens avec son corollaire une mortalité galopante sans précédent;
- chômage des jeunes dans les villes et un développement sans précédent de la délinquance juvénile;
- augmentation de la criminalité dans les villes et les campagnes où règne l'insécurité incompatible avec le développement économique.

C'est à partir de ces facteurs que naîtront des crises à répétition.

I- Les crises à répétition de 1996 à 1997

1-1 Rappel chronologique des événements meurtriers

Le mécontentement social grandit. Il gagne toutes les couches sociales. Début Avril, les enseignants syndiqués organisent une marche pacifique à Bangui. Le 18, une première mutinerie éclate. Les soldats qui se rebellent affirment que leur mouvement n'a qu'un caractère corporatiste. Le mouvement prend fin le 22 avril. Une nouvelle rébellion reprend le 18 Mai. Elle dure huit jours. Une nouvelle médiation est menée par la France. L'Assemblée nationale vote une loi d'amnistie en faveur des mutins. En août et en septembre 1996, des états généraux de la défense nationale se tiennent à Bangui. Ils s'achèvent sur l'adoption par consensus de quatre-vingts recommandations portant sur la restructuration des forces armées et l'amélioration des conditions de vie des militaires et des gendarmes. Mais bon nombre de recommandations, faute de moyens financiers, ne sont pas appliquées. Le comité mixte de désarmement, ne bénéficiant pas de l'apport populaire à dénoncer les détenteurs illégaux d'armes de guerre, échoue dans sa mission. L'insécurité augmente en raison de la dissémination des armes de guerre et de l'infiltration d'éléments venus de l'extérieur. Le 15 novembre, une troisième mutinerie éclate dans la soirée. Les mutins manipulés par la classe politique, prennent pour prétexte d'une part le non-respect des conclusions des états généraux de la défense nationale, et d'autre part, la tentative d'arrestation du capitaine (FACA) Saulet (chef des mutins, accusé de fraude financière) par les éléments de la gendarmerie, d'où la rébellion renaît de ses cendres et s'organisent en vue d'éventuels affrontements avec les éléments de la sécurité présidentielle et les forces loyalistes.

1-2 Conséquences

Le lendemain de la première mutinerie, des affrontements entre mutins et sécurité présidentielle font 9 morts et 40 blessés. Les éléments français d'assistance opérationnelle

(EFAO) se déploient en ville en vue de tenir les points sensibles et assurer la protection des ressortissants français. Le 20 mai, Bangui est en proie aux pillages. Les forces françaises réarticulent leur dispositif et reçoivent des renforts. Le 22 mai est une journée décisive.

En effet, les troupes françaises commencent à évacuer les étrangers. Les EFAO repoussent les mutins faisant mouvement vers la maison de la radio tenue par des éléments de sécurité. Le général Thorette, dépêché de Paris pour résoudre cette deuxième crise conclut un arrangement entre forces françaises et mutins le 26 mai. La seconde rébellion s'achève officiellement le lendemain. Le Chef de l'Etat signe une loi d'amnistie le 30 mai.

Le 24 novembre, 800 mutins demandent la destitution du Président Patassé. La mutinerie, sur fond de conflit ethnique, prend une tournure visiblement politique.

Le 30 novembre, le couvre-feu est instauré.

Le 5 décembre de nombreux événements ponctuent la journée. Les éléments français devaient ouvrir le feu de dissuasion à plusieurs reprises.

L'évènement le plus médiatique se déroule à l'hôtel Sofitel. Les mutins le (Hôtel)

prennent pour cible alors que les journalistes viennent juste de s'y installer... Ils tentent aussi de s'emparer du palais de la renaissance, mais les éléments de la sécurité appuyés par les troupes d'Almandin 2 s'y opposent par la force.

2- La montée en puissance des EFAO

Dès le début de la crise, la France soutient la légalité représentée par le pouvoir en place le colonel Coste commandant les EFAO et l'opération Almandin 2 fait mettre en place toutes ses unités en alerte. La montée en puissance du dispositif militaire dirigée par l'état-major aux ordres du colonel Lhommée se fait rapidement.

Dès le 16 novembre, le groupement opérationnel de Bouar rejoint Bangui par aérotransport et voie routière. Cet EMT aux ordres du colonel Roissin commandant le 2° RIMa engerbe bientôt les éléments de Bouar et ceux déjà à Bangui.

Un dispositif est rapidement mis en place pour contenir les mutins dans les secteurs qu'ils contrôlent et éviter leur progression à la fois vers le centre de la ville et les quartiers Nord. Tout en assurant la défense des symboles de l'Etat, ainsi que la protection des points sensibles et de ce qu'il reste de l'outil industriel, il s'agit avant tout d'éviter que la situation ne dégénère en violents affrontements entre ethnies devenues rivales.

Cette réaction urgente évite l'embrasement, elle est rapidement complétée par la mise en place, depuis N'Djaména, d'un EMT de renfort aux ordres du colonel Puga commandant le 8° RPIMa venant de Libreville et d'un fort élément du commandement des Opérations Spéciales (COS) aux ordres du colonel Stolz.

Le dispositif général se dessine peu à peu. L'effectif des mutins renforcé de certains militaires retraités bien armés et disposant de matériels lourds (14,5, mortiers de 81 et de 120) est cloisonné dans deux poches distinctes: à l'Est, le camp de Kassaï, les quartiers de N'Garagba et de Ouango; au Sud-ouest, les quartiers de Bimbo et de Pétévo prolongés vers le centre ville par celui de la Kouanga distant d'un peu plus d'un kilomètre du palais de la renaissance.

L'état-major des EFAO a partagé la ville en deux secteurs. L'EMT Sud (2° RIMa, 3° RIMa, 21° RIMa) et un peloton blindé contrôle le centre de la ville et se trouve au contact des deux positions des mutins. A l'Est il verrouille les sorties de camp de Kassaï ainsi que le débouché de la corniche au niveau de la colline. A l'Ouest, il est déployé le long de l'avenue Boganda et autour de la Kouanga interdisant tout mouvement vers le cœur de la ville. L'EMT Nord (8° RPIMa) et un peloton blindé, assure le contrôle des quartiers Nord et la protection de l'aéroport. Il prolonge le dispositif de l'avenue Boganda à l'Ouest de l'EMT Sud et interdisant les sorties Nord de Kassaï. Sont maintenus en réserve, un escadron blindé et le détachement de l'ALAT. Le COS planifie et reconnaît un large éventail de missions spécifiques. La Mission d'Assistance Militaire (MAM) poursuit sa mission de soutien et de liaison auprès des unités loyalistes. L'escadron de mirage F1 complète et met à jour, au cours de nombreuses missions de reconnaissance, la couverture photographique de la ville. D'une manière générale, cette force devra participer à la sécurisation de la ville, assurer la protection des ressortissants et maintenir les conditions propices à un règlement négocié de la crise.

2. 1- La recherche de l'affrontement

Face à ce dispositif dissuasif et se méprenant sur les réactions françaises possibles, les mutins vont engager des actions de forces directes. Dans la nuit du 29 au 30 novembre, de nombreux barrages sont érigés par une partie de la population favorable aux mutins, entravant la circulation des patrouilles. Des pneus brûlent, des troncs et des carcasses de voitures sont mis en place par des jeunes de plus en plus agressifs. Tout au long de la nuit, les jeunes excités par l'alcool font exploser des bouteilles de gaz à certains carrefours tout en caillonnant les patrouilles au passage.

Le 30 novembre, faisant effort sur un poste tenu par les forces loyalistes, une tentative d'infiltration des mutins vers les quartiers Nord depuis Bacongo échoue grâce à l'appui fourni depuis les positions des EFAO.

Dans la nuit du 4 au 5 décembre, après quelques tirs de mortiers et de RPG7 sur l'hôtel Sofitel, ils (mutins) tentent depuis Kassai de forcer le passage de la corniche. Ils y sont arrêtés par le 21°RIMa qui reprend le contrôle dudit carrefour. Variant leur effort, ils s'infiltrèrent en fin de nuit depuis la Kouanga vers PK0 et la présidence. Ils sont interceptés par une unité de la sécurité et se replient.

Ayant échoué dans des coups de force directs, les mutins mettent en oeuvre un mode d'action indirect, qui a déjà fait ses preuves sur d'autres théâtres, notamment en Somalie. Leur nouvelle tactique s'appuie sur la manipulation de la foule sur laquelle ils savent que les forces françaises ne tireront pas. Elle consiste donc à pousser cette population sur les différentes positions, en espérant par ailleurs que des réactions mal maîtrisées déclencheront un incident majeur qu'ils pourront exploiter à leur profit, soit dans les médias, soit par une mobilisation encore plus grande de la population. Les postes des EFAO sont alors soumis à une forte pression avec le souci constant de maîtriser la force et de maintenir la violence au niveau le plus bas.

Début décembre, le 19^e sommet France-Afrique mandate une médiation composée, sous la présidence du Président Omar Bongo, M. Deby (Tchad) M.Konaré (Mali), M. Compaoré (Burkina-Faso). Un accord est trouvé et une trêve de quinze jours est signée le 8 décembre. Le général Amadou Toumani Touré (ATT) est placé à la tête d'un comité de suivi chargé de rechercher les voies d'un règlement pacifique et durable. La trêve est reconduite jusqu'au 23 janvier.

Le 30 décembre, deux manifestations non-loyalistes se déroulent à l'Ouest et à l'Est de la zone urbaine. Celle de l'Est est arrêtée plusieurs fois par les grenades lacrymogènes tirées par la police locale. Simultanément, profitant de la confusion, de nombreux mutins progressent vers la place Boganda en s'infiltrant par le quartier rebelle de la Kouanga. Ils créent alors une provocation manifeste en ouvrant le feu sur les forces de l'ordre locales, espérant que celles-ci ripostent de manière aveugle dans la foule. Les unités mixtes déployées préventivement à proximité de la place Boganda, parviendront à interdire aux mutins toute progression vers la présidence, par la manoeuvre dissuasive de leurs blindés et par la neutralisation ciblée des positions d'où provenaient les tirs. L'intervention d'une partie de l'escadron du 1^o RIMA aura également largement contribué à cette stabilisation.

Alors que le face à face se poursuit à proximité de la place Boganda, et durant l'après-midi du 3 janvier au cours duquel se déroule un meeting politique dans le quartier mutin de la Kouanga, une population qui cherche manifestement l'affrontement, toujours poussée par les mutins jette des pierres et des cocktails Molotov et de flèches vers les forces déployées.

La situation se dégradant notamment au carrefour Boganda; le comité de suivi africain, accompagné de cadres du Détachement d'Assistance Opérationnelle (DAO), intervient une première fois pour tenter de rétablir le calme mais est obligé de se retirer devant l'hostilité de la foule. Des scènes étonnantes se déroulent. Un VAB est pris d'assaut à la hache, deux autres ainsi qu'une AML reçoivent des cocktails Molotov rapidement éteints par les équipages, le pneu d'une automitrailleuse est transpercée par une flèche. Des tirs d'armes légères partent depuis les concessions voisines. Dans cette situation confuse un centrafricain sera tué par un tir d'origine indéterminée.

C'est en fin de matinée, lors de leur deuxième tentative que les deux médiateurs du 6°RPIMA, le capitaine DEVOS et l'adjudant GIRALDO qui accompagnent le comité de suivi, seront lâchement abattus par des tirs dans le dos. Simultanément les positions de la 4^e compagnie sont prises à partie aux armes légères et à la 14,5. Après une riposte vigoureuse pour dégager les officiers africains du comité, un calme lourd s'abat sur tout le quartier mais l'irréparable a été commis.

2.2- La riposte française et la signature des accords

Avec l'accord du centre opérationnel interarmées (COIA), le général Coste nouvellement promu, élabore une opération en réaction à cet assassinat. La fin de la journée du 4 ^{janvier} et le début de la nuit sont consacrés à sa préparation. Des hélicoptères armés du COS et de l'ALAT effectueront des frappes sélectives sur des objectifs militaires spécialement choisis, à partir des photos aériennes réalisées par les mirages F1, notamment dans les secteurs de Kassaï et de Pétévo. Simultanément, le COS engagera une action de va-et-vient dans la poche Ouest. Minutieusement préparée depuis des semaines, elle visera la destruction des PC et des principales positions repérées. Elle sera également mise à profit pour évacuer les ressortissants présents dans la zone. Afin de soulager la pression qui devrait s'exercer sur les postes de l'EMT Sud, notamment dans le secteur de la Kouanga, l'EMT Nord effectuera depuis ses positions de l'avenue Boganda un mouvement de 500 mètres vers le Sud jusqu'au canal de drainage.

Le 5 à 1 heure du matin, les frappes des PUMA canon de 20 commencent. Le COS s'infiltré dans le Sud du dispositif par moyens aériens et terrestres et débute son action en direction de Pétévo. Les deux unités de l'EMT Nord, appuyées par le peloton du 1^o RIMA atteignent leurs objectifs sur le canal. A l'Est, les éléments de l'EMT Sud violemment pris à partis depuis le camp de Kassaï ripostent, appuyés par les hélicoptères-canon.

Saisissant l'opportunité qui se dessine dans la poche Ouest, le COMELEF décide d'exploiter donne l'ordre à l'EMT Nord de dépasser le canal et de poursuivre l'action vers le Sud, progressant au travers des quartiers de Fatima et de Langbassi réduisant les résistances rencontrées et fait sa jonction avec les éléments du COS au niveau de Pétévo.

A l'aube, la poche Ouest est réduite au prix des blessés légers parmi les unités françaises. Les combats ont fait dix morts parmi les mutins, lesquels, par ailleurs, ont laissé sur le terrain une centaine de prisonniers ainsi qu'un matériel et un armement important. Il s'agit désormais d'assurer le contrôle de cette zone; Deux compagnies arrivent de Libreville et sont affectées à chacun des deux EMT.

Cette opération a atteint l'objectif militaire et psychologique qu'elle s'était fixée: ébranler la résolution des mutins et les contraindre à reprendre les négociations. Avec le retour du général Touré, chef du comité de suivi, ces négociations recommencent le 7 Janvier et vont se poursuivre pendant deux semaines.

Simultanément, les quartiers de la Kouanga, de Pétévo et de Bimbo sont définitivement contrôlés. La vie dans le centre ville et les quartiers populaires est rétablie grâce à des contrôles nombreux. Les écoles et les dispensaires réouvrent.

Le centre de gravité repasse une nouvelle fois à l'Est où la situation reste très tendue face au dispositif des mutins englobant le camp de Kassaï et le quartier de Ouango. Un certain nombre d'incidents et provocations pouvant mettre en cause le fragile processus de négociation, sont maîtrisés. Afin de pouvoir réagir à toutes éventualités, des actions aéroterrestres complémentaires sont planifiées et reconnues.

Le 24 janvier, les efforts du comité de suivi débouchent sur une solution de compromis à l'africaine. Tous les partis de la majorité et de l'opposition s'entendent sur un accord préalable à un pacte de réconciliation nationale, simultanément les mutins signent une déclaration de fin de mutinerie.

Ces accords sont signés officiellement le 25 janvier en présence des présidents Bongo, Deby et Patassé. Ils prévoient également la mise en place d'une force interafricaine de 500 hommes en provenance du Sénégal, du Togo, du Tchad, du Gabon, du Mali et du Burkina-Faso pour surveiller leur application.

2-3 -La surveillance des accords

Pour autant, certains problèmes de fond ne sont pas résolus, mais une nouvelle mission passionnante attend les EFAO. Après avoir contribué à la stabilisation de la situation et conformément aux décisions prises, il s'agit maintenant de préparer l'arrivée de la Mission

Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui (MISAB) et de lui passer le relais, tout en restant en mesure de la soutenir. Pour cela le DAO du 6° RPIMa, reçoit une mission de liaison auprès de l'état-major de la MISAB et des différents détachements. Une Unité de Commandement est mise sur pied en métropole et acheminée rapidement à Bangui. Elle assurera le soutien spécifique de cette force.

3- Résolution politique de la crise

La résolution de la crise centrafricaine constitue une approche du mode d'action qui pourrait être privilégiée par la France sur le continent africain dans les années à venir.

Le processus politique pour la résolution de cette crise avait débuté avec le 19° sommet France-Afrique qui s'était tenu à Ouagadougou du 4 au 6 décembre 1996.

Ce sommet mandate une mission de médiation en RCA en vue d'aider au retour à une paix durable.

Ainsi, les six contingents africains sont mis en place, du 31 janvier au 6 février, par l'armée de l'air depuis leur pays d'origine après un transit par le 6°BIMA de Libreville qui assure leur équipement. Aux ordres du Général Nkinli et de son Chef d'Etat major sénégalais le Colonel Niang, ils se déploient dans la capitale en fonction des limites administratives d'arrondissement. Après une période particulièrement riche et dense de reconnaissances communes, d'échanges de la connaissance de la zone avec les unités des EFAO, la MISAB débute sa mission le 12 février. C'est alors que démarre l'opération Bubale.

3-1- La Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui

3-11- Origine

La MISAB résulte de la volonté politique des six pays mandatés par le 19° Sommet France-Afrique tenu à Ouagadougou du 4 au 6 décembre 1996 pour aider à résoudre la crise centrafricaine. Elle est une conséquence concrète des accords de Bangui signés le 15 janvier 1997 à l'Assemblée nationale centrafricaine en présence des présidents El Hadj Omar Bongo, Ange Félix Patassé, Idriss Deby et Jean- Marc Simon, ambassadeur de France en RCA.

3-12- Rôle général de la Force

Son mandat devrait s'articuler autour des missions suivantes :

- faciliter le retour à la paix et l'apaisement des tensions à Bangui,
- surveiller l'application des accords de paix,
- participer au désarmement des ex-rebelles, des milices et des civils,
- assurer la sécurité dans la capitale.

3-13- Logistique

La logistique de la MISAB est assurée par la France dans les domaines des ravitaillements, maintien en condition et soutien santé. Le dispositif est complété par une unité de commandement fournie par la 9° DIMA (Division d'infanterie marine). Cette unité est placée sous le commandement de la MISAB

3-14- Commandement

Le chef de la MISAB, ou COMFORCE, était ~~un~~^{le} général de brigade gabonais Nkinli relevé par un autre général gabonais Augustin Mombo Mokouani qui a succombé à la suite d'une courte maladie à Bangui. Son adjoint, et Chef d'état major est le colonel sénégalais Talla Niang.

L'état-major regroupe des personnels de tous les contingents, il est multinational.

3-15- Liaison FACA-MISAB

Un officier des Forces Armées Centrafricaines est désigné par l'EMGA/FACA pour assurer la liaison de complémentarité entre FACA-MISAB. De plus, des éléments français sont détachés

auprès de la MISAB au titre de détachement de liaison, afin de faire profiter la nouvelle force de leur connaissance de terrain et de servir d'interface avec les EFAO.

3-16-Déploiement de la MISAB par arrondissement

En se déployant par contingent homogène et en s'adaptant aux structures administratives de la ville(arrondissements et quartiers), les éléments sont cantonnés dans des sites reconnus et équipés par les EFAO.

- Gabon : 1° arrondissement : Palace Hôtel,
- Sénégal : 2° arrondissement : SOCOCA,
- Tchad : 3° arrondissement et 5° : MAMICA,
- Mali : 6° arrondissement : CI de Kolongo,
- Togo : 4°et 8° arrond. : M'poko,
- Burkina-Faso : 7° arrondissement : Rock-Hôtel.

La MISAB prend progressivement en compte sa mission. Elle reconnaît sa zone d'action. Simultanément, les éléments français reviennent à un dispositif globalement similaire à celui de l'avant crise.

Elle s'est déployée rapidement. Une semaine après les accords les premiers éléments arrivaient.

Ainsi les dates de mise en place ont été les suivantes :

- Gabon : les 31 janvier et 2 février,
- Sénégal : le 2 février,
- Tchad : le 4 février,
- Mali : le 5 février,
- Togo : le 8 février,
- Burkina -Faso : le 9 février.

La durée initiale du mandat est fixée à 3 mois pour compter du 31 janvier 1997. Elle peut être renouvelée à la demande du Président de la République Centrafricaine.

3-17- Neutralité et impartialité

Ainsi pour la première fois, une force interafricaine francophone soutenue uniquement par la France vole au secours d'un pays africain pour l'aider à résoudre ses problèmes. Le rôle de la MISAB a été parfaitement défini dès le départ : Faire respecter les accords de Bangui, et rien que ces accords, sous la direction du comité international de suivi.

La mission recueille l'adhésion des grandes puissances et des organisations internationales(Nations unies et OUA) Pour ce genre de mission, elle doit être neutre. Elle n'est pas là pour assurer le maintien de l'ordre; cette tâche est du ressort des forces locales. Elle agit au profit de toutes les parties en conflit, elle n'est cependant contre aucune partie. Néanmoins elle ne peut agir qu'en état de légitime défense. Les milieux politiques centrafricains, admettent en règle générale, que la MISAB s'est toujours efforcée d'agir avec impartialité.

3- 18- Des patrouilles mixtes

Déployée sur l'ensemble de la capitale, la MISAB occupe une vingtaine de postes situés dans tous les arrondissements de Bangui. Grâce à cette omniprésence, la vie a progressivement pu reprendre son cours normal. Dès le départ, elle a coopéré aussi bien avec l'armée et l'ensemble des forces de l'ordre centrafricaines qu'avec les ex-mutins, parvenant à

mettre en confiance les deux parties. Elle étend la coopération avec les autorités à tous les niveaux et dans tous les domaines, que ce soit la définition des stratégies de désarmement ou la conduite des opérations de la capitale. Elle intègre dans ses patrouilles les différentes composantes des forces de sécurité centrafricaines (police, gendarmerie, armée). Ces patrouilles mixtes sillonnent quotidiennement la capitale, dès la tombée de la nuit et jusqu'au petit matin. C'est sera au cours de ces patrouilles qu'elle s'affrontera avec les ex-mutins.

3-2- Affrontement avec les ex-mutins

La capitale centrafricaine a été de nouveau, à partir du vendredi 20 juin 1997, et pendant une dizaine de jours, livrée à la violence et à la loi des armes.

Tout est parti d'un incident malheureux qui s'est déroulé ce jour entre une patrouille du contingent sénégalais et ceux qu'il faut appeler les éléments incontrôlés parmi les ex-mutins. Cette patrouille avait surpris ces incontrôlés lors d'une tentative de braquage d'une voiture. Des échanges de coups de feu ont eu lieu et un soldat sénégalais a été tué. Des affrontements à l'arme lourde ont commencé. Aux tirs des ex-mutins répondaient ceux de la MISAB, (en légitime défense) qui a pris pour cibles les quartiers populaires du Sud-Ouest de Bangui: La kouanga, Bruxelles, Pétévo, Fatima, Kpéténé, Kina et Bimbo, soit un quart de la population de la capitale centrafricaine.

La population desdits quartiers ont été invitées à quitter temporairement ces lieux en vue d'une clairvoyance à la situation des ex-mutins qui se confondent à la population pour attaquer par surprise les éléments de la MISAB. Mais certains habitants ne voulant pas s'exécuter ont payé le plus lourd tribut.

A l'issue de cet affrontement, plus d'une centaine de milliers de bangouais ont erré pendant plusieurs semaines à l'intérieur de la ville, sur les routes de Damara et surtout de Mbaïki, à la merci de la faim et des épidémies.

Les actes de banditisme et de braquage, et l'insécurité créée par une minorité parmi les jeunes ex-mutins de la Kouanga étaient unanimement réprochés. Aucun centrafricain a apprécié un tel comportement, néanmoins il s'agissait en réalité d'un problème de maintien de l'ordre plutôt que d'une question véritablement politique. Une approche saine et lucide aurait pu par exemple consister à réunir tous les signataires des accords du 25 janvier 97 pour examiner ce problème, ainsi que d'autres violations notées du côté de la garde présidentielle.

Le général Amaddou Toumani Touré, en arrivant à Bangui le 25 juin, a d'ailleurs très clairement mis en cause, les deux protagonistes de la crise. Les accords, avait-il souligné, ont été mis à mal par les deux parties. Le meurtre de soldats de la MISAB et d'un sous-officier de la garde présidentielle était condamnable comme l'était celui de trois ex-mutins confiés à la gendarmerie.

Les conséquences de cet affrontement sont la résultante de nombreuses pertes humaines et les destructions de biens dans le secteur Sud-Ouest de Bangui qui, avec l'intoxication de la classe politique opposante vont un peu compliquer l'évolution vers la réconciliation nationale.

A l'inverse, dans les quartiers comme celui de Miskine de Boy-Rabbe, Gobongo au nord de la capitale, on exprime un certain soulagement. Une femme explique comment, avant cet affrontement, il fallait franchir divers barrages en donnant de l'argent. Les chauffeurs de taxis et piétons ne furent plus rackettés.

Le camp Kassai, dernier îlot de résistance organisée des mutins, était encore dans la soirée sous le feu des armes lourdes et automatiques des contingents tchadien et burkinabé de la MISAB assistés des Efao tirant depuis un hélicoptère Puma. L'intervention française a suivi le tir, depuis le camp Kassai, de quatre obus de mortiers de 120 mm qui sont tombés dans le secteur de l'ambassade de France, sans faire de victimes ou de dégâts. On ne sait si c'est l'ambassade qui était visée ou le camp militaire Deroux, situé sur la colline dominant le bâtiment diplomatique et occupé par les Forces armées centrafricaines (FACA).

Dans la zone Sud-Ouest, les Sénégalais et Gabonais de la Misab, sérieusement armés, ont entrepris le nettoyage de Sica1, un quartier situé près de centre-ville, après avoir

demandé à quelques centaines d'habitants de quitter provisoirement les lieux. Un peu plus tôt dans l'après-midi, la MISAB avait commencé le nettoyage de toute poche de résistance dans les quartiers de la kouanga, de Sango, de Kpéténé et de Pétévo, tous adjacents.

Le 18 février, un gouvernement d'union nationale, appelé gouvernement d'action pour la défense de la démocratie(GADD) est formé. Il est composé de membres de la majorité présidentielle, de représentants des principaux partis d'opposition et d'indépendants. Il comprend entre autres, un ministère chargé de la Restructuration des forces armées et un ministère chargé du Désarmement.

3-3- Le retour à la paix

C'est au ministre chargé de désarmement qu'échoit la délicate mission de récupérer les armes disséminées par les mutins qui avaient mis la main sur les arsenaux. Cette mission doit se dérouler en plusieurs phases déclare-t-il? En un premier temps, le volontariat a été privilégié. Près de 85% de l'armement lourd et environ 56% des armes légères ont ainsi été récupérés durant cette première phase qui a duré trois semaines et s'est terminée le 5 octobre. Les ex-mutins sont venus d'eux-mêmes restituer leurs armes avant de regagner leurs casernes respectives. Dans un second temps, des interventions des forces de l'ordre et de la MISAB sont prévues. Les contrevenants pris en possession d'armes de guerre seront alors soumis aux rigueurs de la loi.

Ces tâches sont également assumées par le ministère de l'intérieur, auquel échoit la mission du maintien de l'ordre en collaboration avec les autres forces de sécurité. Avant les évènements, la police assurait sa mission sans trop de difficultés. Avec les mutineries à répétition, l'armurerie des FACA a été vidée. La dissémination des armes a entraîné une recrudescence du grand banditisme. Les malfaiteurs, qui opéraient pour la plupart à mains nues auparavant, ont trouvé là une occasion pour s'équiper. Les vols à main armée et les braquages se sont multipliés. Par ailleurs, la dégradation de la sécurité dans les pays voisins a eu pour conséquence l'entrée en Centrafrique d'éléments armés venant de ces pays. Certains se sont fondus dans la population de Bangui. En provinces, le repli des forces de l'ordre sur la capitale a favorisé la multiplication des attaques de brigandage des coupeurs de routes.

Une telle situation explique que le gouvernement ait placé le maintien de l'ordre au premier plan de ses priorités, sachant que rien ne pouvait se faire sans le rétablissement de la sécurité. L'effectif des patrouilles renforcé et omniprésent dans toutes les artères de la ville a ramené progressivement la paix et la confiance.

Les évènements que le pays a traversés sont comme une maladie, dont on ne guérit pas du jour au lendemain. La convalescence aussi sera forcément longue, confie un haut fonctionnaire du ministère, qui constate que les policiers manquent cruellement de matériel, ce qui handicape énormément leur mobilité.

Conclusion

Dans la vie des nations, il arrive des moments où, soudain, le cours normal de la vie sociale, économique, politique et institutionnelle est perturbée par des tensions et des violences si fortes que leur destin peut être menacé. Comme d'autres pays du continent, la République centrafricaine a traversé, ces dernières années, des phases difficiles, marquées notamment par des mutineries militaires et des dissensions politiques. Si bien que, dans certains cercles, champions de l'afropessimisme, on a pu douter de son avenir.

Les voies du dialogue et de la concorde ont fort heureusement prévalu. La RCA peut repartir sur de nouvelles bases. Bâtir la paix interne. Maintenir et consolider ses acquis démocratiques. S'attaquer à ses défis économiques. Bref, elle peut maintenant rebondir. Cela n'a été possible, au-delà des efforts fournis par les Centrafricains, que grâce à la solidarité africaine qui s'est manifestée pour porter un coup d'arrêt aux dérives qui guettaient le pays.

Tous les Centrafricains disent, par conséquent, un grand merci, du fond du coeur, à tous ceux, chefs d'Etat africains, soldats du contingent de la MISAB, représentants du système des Nations unies ou simples hommes de bonne volonté, qui les ont aidés, conseillés et soutenus matériellement, moralement ou spirituellement pendant les moments difficiles que la RCA a vécus. En tournant maintenant une nouvelle page de ce pays, une page d'espoir, non de haine, c'est avec plaisir que les Centrafricains peuvent affirmer aujourd'hui avec force que, dans le malheur, ils ont redécouvert ce trésor africain qu'est la solidarité, vertu cardinale qui demeure pour l'Africain une valeur refuge de premier ordre.

L'expérience réussie de la MISAB est riche d'enseignements pour l'avenir des forces de maintien de la paix sur le continent.

Une force de l'ONU prendra le relais de la MISAB en avril dont le mandat devait expirer le 6 février 1998.

Les Représentants d'une trentaine de pays s'étaient retrouvés le 21 octobre 97, à Dakar, pour examiner comment faire naître en Afrique une force locale de maintien de la paix sur la base de deux propositions de la France et des Etats-Unis. Ce séminaire a duré quatre jours. En février 1998, il sera suivi par un exercice multinational mobilisant 3000 hommes et censés valider les concepts qui devraient être retenus à Dakar. La veille de ce séminaire, le ministre français de la défense, Alain Richard, sera au Sénégal après un déplacement, le 19 octobre, à Abidjan.

A Dakar, outre la participation d'une vingtaine d'Etats africains, le séminaire rassemblera des représentants de la France, des Etats-Unis, du Royaume-uni, du Canada, du Japon et de la Russie.

A l'origine, Washington avait conçu, à l'automne 1996, le projet d'une force quasi permanente de paix interafricaine de 5000 hommes pour protéger les populations civiles en cas de conflit. C'est le programme dit ACRI (african crisis response initiative), et qui excluait de placer la force sous contrôle d'une institution internationale (Nations-unies ou Organisation pour l'unité africaine) et qui concernait des pays désignés pour remplir la mission. Face au projet ACRI, que des Etats africains ont rejeté, la France a imaginé le concept Recamp (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) à partir d'une expérience précédente, la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (MISAB). La Misab permet à des contingents de six pays africains, soutenus par une logistique militaire française, de maintenir la paix en Centrafrique sous la direction d'un comité international qui est en liaison avec l'ONU.

Selon le concept Recamp, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis devraient fournir une assistance concrète, notamment pour la formation des personnels africains et le don de certains des matériels nécessaires.

Des informations obtenues à Paris donnent à croire que les Américains seraient acquis désormais à la perspective d'un contrôle d'une opération de paix en Afrique par une instance internationale et à la possibilité pour tout pays, qui se serait porté volontaire, de contribuer à la mission à condition qu'ils ne soient pas soumis à des sanctions décrétées par le conseil de sécurité de l'ONU. C'est en mai, semble-t-il, que Paris, Washington et Londres, durant des conversations à New-York, sont arrivés à définir une initiative commune, qui ne remet toutefois pas en cause l'aide bilatérale que la France apporte à des Etats africains.

Au séminaire de Dakar, la France devrait annoncer qu'elle a pris la décision, en accord avec les autorités sénégalaises, de prépositionner, c'est-à-dire de stocker par anticipation, des équipements militaires qui pourraient être utilisés, selon les circonstances, par des détachements d'une force interafricaine de paix. Ces matériels équiperont jusqu'à un bataillon, soit de l'ordre de 800 hommes (la Misab en comprend 500); De même, la France ouvrira à Bouaké (Côte d'Ivoire) une école de formation pour des cadres militaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale, qu'ils appartiennent à des pays francophones, anglophones ou lusophones.

En février 1998, il est prévu de tester le concept Recamp à l'occasion d'une grande manoeuvre multinationale, qui a été baptisée « Guidimakhra » et qui, pendant une quinzaine de

jours, s'étendra sur les territoires du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Cet exercice, qui réunira entre 3000 et 3500 hommes, a reçu le soutien militaire de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et l'adhésion des forces armées de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

Les puissances occidentales influentes sur le continent, les Etats-unis et la France, refusent les interventions militaires. Les Américains et les Français ont leurs traumatismes: le fiasco somalien pour Washington, la tragédie rwandaise et une volonté de rompre avec le passé colonial pour Paris.

Le savoir-faire des troupes françaises, de la MISAB et le sacrifice de leurs hommes ont permis un espoir de paix pour la Centrafrique et qui doit être exploité par les Africains eux-mêmes sur le continent africain dans les années à venir, car l'espoir ne peut venir que de l'Afrique.